

FICHE DE RENSEIGNEMENTS LOCATAIRE

IDENTITÉ ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Nom	_____	_____
Prénom	_____	_____
Date de naissance	___/___/___	___/___/___
Lieu de naissance	_____	_____
Nationalité	_____	_____

SITUATION DE FAMILLE ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Célibataire – Marié(e) – Séparé(e) – Veuf(ve) – Concubin(e) – Pacsé(e) – Divorcé(e) (Préciser les dates et lieu de PACS et mariage)	_____	_____
Enfant(s) à charge (nombre)	_____	_____
Age du (ou des) enfant(s)	_____	_____
N° d'allocataire permettant le versement des aides au logement	_____	_____
Nombre total de personnes qui habiteront les lieux loués	_____	

DOMICILE ACTUEL ⁽¹⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾	Monsieur/Madame ⁽²⁾
Adresse	_____	_____
CP	_____	_____
Ville	_____	_____
Téléphone		
- fixe	_____	_____
- portable	_____	_____
Adresse e-mail	_____	_____

SITUATION PROFESSIONNELLE⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Profession	_____	_____
Employeur (nom, adresse, adresse e-mail, téléphone)	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
	_____	_____
Date d'embauche	___/___/___	___/___/___
Type de contrat (durée indéterminée – durée déterminée – intérim...)	_____	_____

RESSOURCES⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
Salaire mensuel net	_____	_____
Allocations familiales mensuelles	_____	_____
Autres revenus mensuels	_____	_____
REVENU GLOBAL MENSUEL NET	_____	_____

LOCATION (OBJET – CONDITIONS)

CAUTION⁽¹⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾	Monsieur/Madame⁽²⁾
<input type="checkbox"/> OUI ⁽¹⁾		
Indiquer nom, prénom, numéro de portable et e-mail des garants	_____	_____
	_____	_____
<input type="checkbox"/> NON		

PIÈCES À FOURNIR – JUSTIFICATIFS

- Une pièce justificative d'identité en cours de validité, comportant la photographie et la signature du titulaire parmi les documents suivants :
 - Carte nationale d'identité française ou étrangère.
 - Passeport français ou étranger.
 - Permis de conduire français ou étranger.
 - Document justifiant du droit au séjour du candidat à la location étranger, notamment, carte de séjour temporaire, carte de résident, carte de ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

- Une seule pièce justificative de domicile parmi les documents suivants :
 - Trois dernières quittances de loyer ou, à défaut, attestation du précédent bailleur, ou de son mandataire, indiquant que le locataire est à jour de ses loyers et charges.
 - Attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme agréé au titre de l'article L. 264-2 du code de l'action sociale et des familles.
 - Attestation sur l'honneur de l'hébergeant indiquant que le candidat à la location réside à son domicile.
 - Dernier avis de taxe foncière ou, à défaut, titre de propriété de la résidence principale.

- Un ou plusieurs documents attestant des activités professionnelles parmi les documents suivants :
 - Contrat de travail ou de stage ou, à défaut, une attestation de l'employeur précisant l'emploi et la rémunération proposée, la date d'entrée en fonctions envisagée et, le cas échéant, la durée de la période d'essai.
 - Extrait K ou K bis du registre du commerce et des sociétés de moins de trois mois pour une entreprise commerciale.
 - Extrait D 1 original du registre des métiers de moins de trois mois pour un artisan.
 - Copie du certificat d'identification de l'Insee, comportant les numéros d'identification, pour un travailleur indépendant.
 - Copie de la carte professionnelle pour une profession libérale.
 - Toute pièce récente attestant de l'activité pour les autres professionnels.
 - Carte d'étudiant ou certificat de scolarité pour l'année en cours.

- Un ou plusieurs documents attestant des ressources parmi les documents suivants :
 - Dernier ou avant-dernier avis d'imposition ou de non-imposition et, lorsque tout ou partie des revenus perçus n'a pas été imposé en France mais dans un autre Etat ou territoire, le dernier ou avant-dernier avis d'imposition à l'impôt ou aux impôts qui tiennent lieu d'impôt sur le revenu dans cet Etat ou territoire ou un document en tenant lieu établi par l'administration fiscale de cet Etat ou territoire.
 - Trois derniers bulletins de salaires.
 - Justificatif de versement des indemnités de stage.
 - Deux derniers bilans ou, à défaut, une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivré par un comptable pour les professions non salariées.
 - Justificatif de versement des indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales et allocations perçues lors des trois derniers mois ou justificatif de l'ouverture des droits, établis par l'organisme payeur.
 - Attestation de simulation établie par l'organisme payeur ou simulation établie par le locataire relative aux aides au logement.
 - Avis d'attribution de bourse pour les étudiants boursiers.
 - Titre de propriété d'un bien immobilier ou dernier avis de taxe foncière.
 - Justificatif de revenus fonciers, de rentes viagères ou de revenus de valeurs et capitaux mobiliers.

PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES DU CANDIDAT LOCATAIRE

Vos données personnelles recueillies font l'objet d'un traitement nécessaire à l'examen de votre candidature et à vérifier votre solvabilité. Elles sont susceptibles d'être utilisées dans le cadre de l'application de réglementations comme celle relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Vos données personnelles sont conservées :

- si votre candidature est retenue, pendant toute la durée de l'exécution du contrat de location qui sera conclu, augmentée des délais légaux de prescription applicable ;
- si votre candidature n'est pas retenue, pendant un délai de trois mois.

Elles sont destinées au bailleur du bien sur lequel votre candidature est déposée et à **COSTE IMMOBILIER**

Le responsable du traitement des données personnelles est **Virginie BAUSSAND**

Conformément à la loi informatique et libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition et de portabilité de vos données en vous adressant à coste.immobilier@wanadoo.fr

Vous pouvez porter toute réclamation devant la Cnil (www.cnil.fr).

Dans le cas où des coordonnées téléphoniques ont été recueillies, vous êtes informé(e)(s) de la faculté de vous inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique prévue en faveur des consommateurs (article L. 223-1 du code de la consommation).

NOTE

(1) A préciser pour chacun des candidats locataires.

(2) Rayer la mention inutile.

Fait à

le

Certifié exact

Monsieur/Madame⁽²⁾ (Nom et prénom)

Monsieur/Madame⁽²⁾ (Nom et prénom)